MICROSOFT DANS NOS SERVICES ?

ON VEUT LA BASCULE !

Des outils libres et souverains, hébergés en France — chez VNF comme dans tout le service public.

Ce 12 novembre 2026, Outlook, Teams et Copilot sont tombés en panne mondiale : 74 pays touchés, des millions d'utilisateur·ices privé·es de messagerie, aucune date de retour à la normale annoncée. Pendant ce temps, la Cour des comptes révélait que l'État a dépensé environ 100 millions d'euros en 2025 pour sa bureautique — dont près de 80 % des licences partent chez Microsoft. Assez !

1. Microsoft dans nos services, ce sont des risques pour tou·tes

■ **Ça coûte une fortune.** 100 M€ en 2025, soit 50 % de plus qu'en 2021. 61 M€ de licences pour 860 000 postes, dont ~80 % chez Microsoft. Une suite libre hébergée dans un cloud souverain coûte environ 100 € par poste et par an, contre 250 € pour Microsoft 365 ou Bleu. Jusqu'à 378 € par poste à la Culture, contre 20 € à l'Intérieur, passé au libre.
■ **Ça tombe en panne.** Depuis le 12 novembre, panne mondiale d'Outlook et de Microsoft 365 : messageries bloquées, réunions Teams annulées, Copilot à l'arrêt. Un fournisseur unique hors de contrôle, c'est le service public paralysé.
■ **Nos données leur échappent.** Le droit américain (Cloud Act) permet aux autorités des États-Unis d'exiger à tout moment l'accès à nos données, même hébergées en France. La CNIL a dû céder pour héberger des données de santé du SNDS chez Microsoft : la CGT dit jamais.
■ **Notre argent finance leurs actionnaires.** Chaque euro de licence paie les dividendes des fonds Vanguard et BlackRock, au lieu de financer des compétences, des emplois et des outils publics ici.
■ **Interdit depuis 2021… et pourtant omniprésent.** L'usage de Microsoft 365 est en principe interdit pour des raisons de souveraineté, mais les dérogations en font la norme. VNF n'y échappe pas : messagerie, bureautique, agendas de nos équipes.

2. Notre vision : un numérique public, libre et souverain

■ **Des logiciels libres, réellement maîtrisés** — dont on peut auditer le code, corriger les failles, choisir les fonctions. Pas des boîtes noires.
■ **Hébergés en France,** sur des infrastructures publiques ou sous contrôle public, conformes au RGPD, hors de portée du droit étranger.
■ **Des formats ouverts et l'interopérabilité** — pour ne plus être des locataires captifs de géants privés qui imposent leurs prix.
■ **Des économies réinvesties** — dans l'emploi public, la formation, les moyens et les conditions de travail.
■ **Des compétences publiques renforcées** — administrateur·ices systèmes, développeur·euses, support : la bascule crée des emplois qualifiés dans la fonction publique.

3. Notre revendication : un plan de bascule négocié, maintenant

La Cour des comptes le dit noir sur blanc : généraliser le libre dès 2027, lissé sur trois à quatre ans, c'est 30 à 65 millions d'euros d'économies par an — jusqu'à 130 millions avec un cloud souverain.

> **NON, une étude de plus ne suffit pas.** Nous ne voulons pas d'un audit qui finira dans un tiroir, ni d'éternelles dérogations. Nous exigeons un accord-cadre, opposable, garantissant a minima :

→ **L'audit complet** de la dépendance de VNF aux outils propriétaires : postes, licences, coûts, données.
→ **Un calendrier de bascule chiffré** : bureautique, messagerie et espaces collaboratifs vers des solutions libres hébergées en France.
→ **L'avis des instances** AVANT tout nouveau contrat ou toute nouvelle dérogation aux outils propriétaires.
→ **La formation de tou·tes les agent·es** et un accompagnement réel, sans laisser personne au bord du chemin.
→ **Une garantie sociale ferme :** la bascule ne doit JAMAIS se traduire par des suppressions de postes ni une externalisation vers la sous-traitance privée.
→ **Zéro donnée du service public** sur des infrastructures soumises au droit étranger.

LES ÉCONOMIES DU LIBRE DOIVENT NOUS REVENIR

Un euro économisé sur une licence Microsoft, c'est un euro de plus pour l'emploi, les salaires, la formation et les moyens de nos services. La bascule vers le libre n'est pas un choix technique : c'est un choix politique.

Argent public = outils publics !

> **C'EST POSSIBLE – ça existe déjà !** La Gendarmerie nationale, la DGFiP ou des branches entières de l'Éducation nationale tournent déjà massivement sur des logiciels libres. La DINUM annonce la transition de postes Windows vers Linux. Tchap prouve qu'un outil collaboratif souverain fonctionne. Si l'Intérieur tourne à 20 € par poste et par an, VNF peut le faire aussi.

Pour une bascule libre et souveraine, négociée et socialement garantie.

DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026, VOTE CGT !

VNF la cgt

Rejoins la CGT !

https://vnfcgt.syndicatcgt.fr/

Sources : Cour des comptes, « Les outils bureautiques et collaboratifs au sein de l'État », 22.10.2026 ; La Dépêche du Midi, 13.11.2026 ; CGT, « Nos données de santé : non à l'hébergement chez Microsoft ! »